



Paris, le 5 février 2021

Nouvelle mobilisation dans les IEG le 10 février

Le jeudi 4 février 2021 matin, Barbara Pompilli, Ministre de la Transition écologique était auditionnée, au sujet du projet "Hercule" de désintégration d'EDF, par les commissions des affaires économiques et du développement durable de l'Assemblée Nationale.

Pendant ce même temps, comme ils s'y étaient engagés, les représentants du personnel des Industries Électriques et Gazières étaient mobilisés devant l'Assemblée Nationale, en présence de députés et de journalistes pour délivrer un autre message que celui de la Ministre, et réitérer leur refus du projet hercule et demander son retrait. Cela pour l'avenir du service public de l'énergie et dans l'intérêt des citoyens et des agents.

La Ministre semble avoir une nouvelle fois présenté le projet Hercule comme la seule solution aux difficultés bien réelles que traverse le Groupe EDF, comme l'ont déjà fait le Président Levy et le Premier Ministre. Nous vivons un moment historique incroyable : c'est la première fois qu'il n'existe qu'une seule solution pour résoudre un problème. La ministre a fait référence à l'urgence de trouver un « plan B » compte tenu des difficultés pour la France d'obtenir satisfaction dans la négociation avec la commission Européenne et a même abordé la renationalisation ! Comme quoi, la pression mise par la mobilisation des agents n'est pas vaine et doit être amplifiée.

Elle a aussi tenté, par des promesses qui n'engagent que ceux qui les croiront, de rassurer : l'entreprise publique (83 % détenue par l'état) ne subirait " *ni dépeçage, ni démantèlement, ni quelconque remise en cause du statut des salariés* ". Mais après ce qu'ont vécu Gaz de France puis GDF Suez et enfin ENGIE, et les nouveaux risques à craindre dans les années à venir, qui à part elle et la majorité des députés de LREM peut croire raisonnablement ces promesses ? Et cerise sur le gâteau, la ministre ose dire que recapitaliser EDF répondrait à un problème conjoncturel mais pas structurel. L'interfédérale pense au contraire que l'Etat a une responsabilité majeure dans les difficultés du Groupe EDF, et exige qu'il s'engage à contribuer à la recapitalisation d'EDF.

Car loin des beaux discours, la réalité c'est que toutes les organisations syndicales, de nombreux parlementaires, des élus et les organisations représentant les collectivités territoriales expriment des doutes de plus en plus sérieux sur le bien-fondé d'Hercule et posent de nombreuses questions qui restent sans réponse.

Le Gouvernement et le PDG d'EDF seraient les seuls à avoir trouvé la solution magique, l'unique possible, aux problèmes d'EDF ? Qui croira la pureté des intentions de l'État qui est, faut-il le rappeler, le premier responsable des problèmes d'EDF. Soyons un peu sérieux !

Le mercredi 10 février 2021, le même après-midi (*) mais séparément, le Président d'EDF et Bruno Le Maire, Ministre de l'économie, des finances et de la relance, seront également auditionnés par les Parlementaires.

Une nouvelle fois, l'interfédérale appelle les salariés à faire grève et invite à la mobilisation la plus forte possible avec les retraités, les élus, les citoyens attachés aux valeurs de service public, d'indépendance énergétique du pays et de défense des emplois en France, le mercredi 10 février 2021. L'interfédérale organise le même jour un rassemblement devant l'Assemblée Nationale à partir de 14h.

Toutes et tous mobilisés le 10 février !

Exigeons le retrait d'Hercule !

Les modalités de grève seront décidées en intersyndicale dans les entreprises.

() initialement l'audition de Bruno Le Maire étaient prévue le lendemain, soit le 11 février. Elle a été anticipée au 10.*